

Le Fin Mémo 3



LA LIGNE FINE

Institut

Le post-européisme Comprendre l'adaptation stratégique de l'Europe au retour de la guerre

Pôle thématique : RIDS – Relations internationales, Défense et Sécurité
Date de publication : 20 décembre 2025

Introduction — Pourquoi parler de post-européisme ?

Depuis le déclenchement de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine en février 2022, l'Europe est confrontée à un bouleversement stratégique d'une ampleur inédite depuis la fin de la guerre froide. Ce conflit n'a pas seulement remis la guerre de haute intensité au cœur du continent ; il a également révélé les limites structurelles du projet européen tel qu'il s'était progressivement construit depuis les années 1990.

Pendant plus de trois décennies, la sécurité européenne s'est appuyée sur un ensemble de postulats implicites : la pacification durable du continent, la force intégratrice du droit et du commerce, la croyance dans l'interdépendance comme garantie de stabilité, et la délégation implicite de la sécurité stratégique aux États-Unis. La guerre en Ukraine a mis fin à ces certitudes. Elle a montré que la puissance militaire, la dissuasion, l'industrie de défense et la capacité à durer dans le temps restaient des déterminants centraux de la sécurité.

C'est dans ce contexte qu'émerge ce que l'on peut qualifier de **post-européisme** : non pas une rupture avec l'Europe, mais une **adaptation stratégique** du cadre européen aux réalités du monde contemporain.

Définition — Qu'est-ce que le post-européisme ?

Le post-européisme désigne une phase de maturité stratégique du projet européen dans laquelle l'intégration n'est plus envisagée comme une finalité idéologique ou automatique, mais comme un instrument parmi d'autres au service de la sécurité, de la puissance et de la résilience du continent.

Il repose sur une idée simple : l'Europe ne peut plus se penser uniquement comme un projet normatif et économique, détaché des rapports de force. Elle doit désormais assumer que la sécurité repose d'abord sur des capacités concrètes, des décisions politiques rapides et une acceptation lucide des divergences entre États membres.

Le post-européisme n'est donc ni un anti-européisme, ni un retour au nationalisme. Il constitue au contraire une tentative de préserver l'essentiel du projet européen en l'adaptant à un environnement stratégique dégradé, marqué par la conflictualité, la coercition et la compétition de puissances.

Ce que le post-européisme n'est pas

Il est essentiel de dissiper toute ambiguïté : le post-européisme ne signifie ni l'abandon de l'Union européenne, ni la remise en cause du marché unique, ni le rejet du multilatéralisme. Il ne s'agit pas davantage d'un renoncement aux valeurs européennes ou à la solidarité entre États membres.

Ce que le post-européisme remet en cause, ce n'est pas l'Europe en tant que telle, mais l'illusion selon laquelle l'intégration progressive suffirait, à elle seule, à garantir la sécurité du continent. Il acte le fait que certains domaines, au premier rang desquels la défense et la dissuasion, demeurent profondément liés à la souveraineté nationale et aux choix politiques des États.

Les causes structurelles de l'émergence du post-européisme

L'émergence du post-européisme s'explique d'abord par le retour brutal de la guerre interétatique en Europe. Le conflit ukrainien a démontré que la dissuasion conventionnelle européenne était insuffisante, que les stocks de munitions étaient inadaptés à un conflit prolongé et que les capacités industrielles étaient trop fragmentées pour soutenir un effort de guerre dans la durée.

Elle s'explique également par la fragmentation politique de l'Union européenne. Les perceptions de la menace russe varient fortement entre les États membres, en particulier entre

l'Est et l'Ouest du continent. Les cultures stratégiques, les contraintes démocratiques nationales et les priorités politiques rendent désormais illusoire toute approche uniforme en matière de sécurité.

Enfin, le post-européisme est le produit de l'épuisement du paradigme normatif européen. Si le droit, la régulation et les normes demeurent des atouts essentiels, ils se révèlent insuffisants face à des puissances qui assument pleinement une stratégie coercitive. Sans capacité de dissuasion crédible, la norme devient vulnérable.

Les piliers du post-européisme

Le premier pilier du post-européisme est la centralité retrouvée des États. Ceux-ci demeurent les acteurs ultimes de la décision stratégique, de l'engagement militaire et de la responsabilité démocratique. Le post-européisme n'abolit pas la souveraineté nationale ; il l'organise dans un cadre coopératif plus réaliste.

Le deuxième pilier réside dans le recours assumé à des coalitions volontaires. La sécurité européenne progresse désormais par des formats flexibles, des coopérations renforcées et des partenariats ad hoc, fondés sur la volonté et la capacité des États à agir. Ce modèle permet d'éviter les blocages institutionnels sans remettre en cause l'unité politique du continent.

Le troisième pilier est l'articulation pragmatique entre l'Union européenne, l'OTAN et les États. L'OTAN retrouve une centralité opérationnelle en matière de dissuasion et de défense collective, l'Union européenne joue un rôle clé dans les domaines industriels, financiers et de résilience, tandis que les États assument la décision et l'engagement. Aucun de ces niveaux ne suffit seul ; c'est leur complémentarité qui fonde la crédibilité stratégique.

Enfin, le post-européisme privilégie la crédibilité sur la symbolique. Les politiques de défense et de sécurité sont jugées à l'aune de leur efficacité réelle, de leur soutenabilité budgétaire et de leur acceptabilité démocratique, et non sur leur seule valeur déclarative.

Le post-européisme vu depuis la France

La France occupe une position singulière dans ce cadre post-européen. Seule puissance nucléaire de l'Union européenne, disposant d'une armée complète et d'une culture stratégique autonome, elle est appelée à jouer un rôle de puissance-architecte plutôt que de puissance tutélaire.

Dans cette logique, la France ne cherche pas à européaniser sa dissuasion nucléaire, qui demeure strictement nationale, mais à contribuer de facto à un bouclier collectif européen fondé sur des capacités conventionnelles robustes, une défense aérienne intégrée, la cyberdéfense et la résilience des sociétés.

Le post-européisme permet ainsi à la France d'assumer pleinement sa responsabilité stratégique tout en s'inscrivant dans une dynamique de coopération renforcée avec ses partenaires les plus engagés.

Les enjeux démocratiques du post-européisme

L'un des apports majeurs du post-européisme est de replacer la question démocratique au cœur de la stratégie. La sécurité durable ne peut être imposée par le haut ; elle nécessite l'adhésion des sociétés. Cela implique une pédagogie claire de la menace, une communication stratégique transparente et un effort constant pour relier les enjeux géopolitiques au quotidien des citoyens.

Le post-européisme reconnaît ainsi que la démocratie n'est pas un obstacle à la sécurité, mais l'une de ses conditions essentielles de durabilité.

Conclusion — Une Europe entrée dans l'âge stratégique

Le post-européisme ne marque ni la fin de l'Europe politique ni un renoncement au projet européen. Il en constitue au contraire une évolution nécessaire, dictée par le retour de la guerre, de la coercition et des rapports de force.

En acceptant la pluralité des trajectoires, la centralité des États et la nécessité de coalitions efficaces, l'Europe se donne les moyens d'agir, de dissuader et de durer. Le post-européisme est ainsi moins une rupture qu'un passage à l'âge stratégique adulte.